

Dans le texte qui suit, on va chercher à se projeter dans les mois à venir afin de déterminer ce qui pourrait advenir à la Tunisie, à ses institutions et à sa (ses ?) population(s ?) des suites de la crise sanitaire qui touche actuellement le monde entier. Toutefois, avant d'arriver aux projections, il convient de faire un état des lieux de la situation institutionnelle, économique et sociale qui permettra de donner le cadre conceptuel dans lequel s'inscriront les différents scénarios proposés.

L'art de la prospective repose sur un délicat équilibre où se mêlent tout à la fois la nécessité de connaître l'état de ce sur quoi l'on porte un regard prospectif, les tendances fortes qui semblent se dessiner et les signaux faibles qu'il faut être capable de distinguer dans le flux d'information permanent. Cette discipline se propose, à partir de la conjonction de ces éléments, de tracer, à partir d'une situation, des scénarios possibles d'évolution de cette situation. L'objectif de cet exercice intellectuel est d'offrir un outil de visualisation des possibles et de permettre aux lecteurs de s'orienter dans ces possibles.

Mars 2020, la Tunisie vient à peine de se doter d'un gouvernement après une année électorale qui a quasiment mis le pays à l'arrêt pendant près d'un an. Le nouveau gouvernement se retrouve donc à devoir faire le délicat apprentissage de la maîtrise de l'administration du pays (exercice en soi suffisamment complexe) à l'épreuve d'une crise pandémique mondiale. Le tout sur un échiquier politique à trois joueurs où l'équilibre des pouvoirs est pour le moins alambiqué.

La situation économique du pays est désastreuse, les quatre précédentes années n'ont absolument pas réglé le problème de l'économie parallèle, de l'économie informelle et de la contrebande. Un secteur qui représentait, selon les différentes études réalisées par la Banque Mondiale et l'OCDE, entre 30% et 45% de l'économie (2014 et 2016). Cela crée un déséquilibre de plus en plus fort entre ceux qui s'acquittent de leurs impôts dont la lourdeur s'accroît à mesure que l'informel progresse. Et pourtant, comment faire pour se débarrasser de cette économie qui est la seule possibilité pour certaines régions et zones d'offrir du travail et de la création de richesse ? de toutes les façons, avec quels moyens s'opposer au pouvoir de l'argent qui n'existe pas ?

La cherté de la vie, les augmentations de l'énergie, le déséquilibre budgétaire de l'État et les dettes internationales contractées depuis dix ans dont il va falloir commencer à s'acquitter dès cette année ainsi qu'une fonction publique totalement anachronique, déconnectée de la réalité et sans aucune notion de service public et qui sert depuis de trop nombreuses décennies à calmer la crise sociale qui couve constamment dans ce pays où l'on fabrique des diplômés chômeurs à la chaîne : voilà le contexte économique avec lequel chaque nouveau gouvernement doit se débattre.

En ce qui concerne le social, outre le sentiment général de la population d'avoir été abandonnée par un système qui a vendu sans en avoir les moyens l'idée d'être un système méritocratique et à forte protection sociale, il y a un repli de plus en plus grand sur le local et le micro local (qui existe depuis bien longtemps, mais était tout de même dépassé dans un nationalisme qui a pris un coup dans l'aile depuis la révolution). Ce qui prévaut dorénavant, ce n'est plus la lutte sociale ou l'idéal partagé, commun, mais la lutte de revendications sectorielles et corporatistes. En d'autres mots, chacun pour soi et Dieu pour tous. L'ensemble des outils et instruments de contrôle du système politique dictatorial qui reposait sur un maillage total territorial, économique et social s'est effondré et chacune des survivances de ce système (syndicat patronal, centrale syndicale, etc...) est dans un

stade de survie pour soi et de négociation interne pour maintenir sa survie centraliste... autant dire que la maîtrise du sociale par le politique institutionnel est proche du zéro.

Voilà le contexte macro politique, social et économique au point de départ de cette crise sanitaire.

Partant de là, ajoutons donc la crise sanitaire qui est en train d'arriver et dont il y a tout lieu de croire qu'elle va s'abattre de manière très violente et assez inattendue sur la population tunisienne dans les semaines qui arrivent et réfléchissons à ce qui pourrait se produire. Le point de départ de ces scénarios est la situation suivante :

Le nombre de test pour connaître le nombre de personnes atteintes du Covid-19 est bien en-deçà de ce qui aurait dû être fait, le nombre de cas réel est bien plus grand que celui que les autorités annoncent et un pic des cas symptomatiques va se manifester dans les quinze jours, provoquant une saturation des hôpitaux et cliniques réquisitionnées et à une incapacité à absorber la demande en lit de réanimation.

De là, trois scénarios pourraient s'enclencher.

1) Le scénario de l'effondrement :

Rien n'est fait pour préparer psychologiquement la population à ce qui va arriver. Aucune solution n'arrive à être mise en œuvre nationalement (mise en place d'hôpitaux de campagne militaire dans les zones insuffisamment pourvus d'équipement et de personnel hospitalier) et conjointement avec les alliés de la Tunisie (demande d'un soutien beaucoup plus important que celui demandé à la Chine, demande d'aide concrète bilatérale à des pays amis qui gèrent la crise et ne sont pas en situation d'urgence sur leurs territoires, etc...). Les cas s'accroissent rapidement et les lits de réanimation sont rapidement remplis. Des choix drastiques doivent être faits et nombreux sont les malades à qui les soins sont refusés par manque d'équipement hospitalier de proximité ou par manque de place dans lesdits équipements. Ajoutant à cela la crise économique qui touchent les populations les plus fragiles du pays et que le confinement a placé dans un état de dépendance critique vis-à-vis de l'État et de ce qui pourrait être considéré comme de la charité.

Le désespoir et le manque de préparation psychologique entraînent les populations dont la rancœur et le ressentiment à l'égard de l'État et de ses institutions sont déjà grands en temps normal à l'insurrection et s'ajoute à la crise sanitaire qui déborde déjà les capacités de gestion d'un État fatigué et d'un gouvernement qui vient d'arriver et qui est tiraillé dans un jeu d'équilibre de pouvoir qui ne lui laisse pas suffisamment de marges pour administrer la crise. Ces phénomènes insurrectionnels pourraient aller de l'émeute au saccage des institutions de l'État, voir, à l'assaut des hôpitaux et cliniques en vue d'obtenir de force les soins demandés pour les proches en état critique. Ils pourraient également se manifester par des pillages des entrepôts de ressources alimentaires et des institutions financières.

Par ailleurs, il ne serait pas impossible que les différentes parties qui sont à l'origine de l'économie parallèle se saisissent de ces occasions pour ajouter au chaos et être les instigateurs de vols et pillages en vue d'intégrer ça à leurs business par la suite.

Dans le cas où ce scénario et que la crise sanitaire s'intensifie du fait de la désorganisation générale et que l'ordre n'arrive pas à être rétabli, l'armée serait probablement amenée à entrer en confrontation avec les semeurs de trouble et cela ne pourrait qu'accentuer encore plus les conflits. Amenant potentiellement le risque d'une sécession et/ou d'un état d'urgence où l'armée prendrait beaucoup plus d'ampleur dans le jeu politique.

Pour éviter un tel débordement, il faut que le gouvernement démarre dès à présent une campagne de sensibilisation visant à préparer l'opinion publique et la population du pays au pire (sans plus se cacher derrière un discours de maîtrise qui ne fera qu'empirer les choses si les choses adviennent à ne plus être sous contrôle). Il est certain que la panique doit être évitée, mais il vaut certainement mieux avoir de la panique avant que la crise sanitaire ne démarre plutôt qu'au moment où l'ensemble des forces vives seront déjà débordées par la gestion de la crise sanitaire.

Les mécanismes de soutien économique et alimentaire mis en place pour les plus fragile économiquement doivent être pensés de la façon la moins humiliante possible car, après tout, les bénéficiaires, pour la plupart, exercent normalement un emploi et ne font pas de mendicité. C'est la crise sanitaire qui les a placés dans cette situation et il faut que ceux qui leur fournissent l'aide et le soutien économique et alimentaire soient formés à ne pas les mépriser.

Les responsables locaux et régionaux (pouvoirs publics mais aussi privés, que ce soit les hommes d'affaires et les associations) doivent être responsabilisés et intégrés dans les dispositifs afin que ces mécanismes soient le plus inclusifs possibles.

Par ailleurs, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de médiation entre l'armée et les populations où les divisions seront déployées afin d'instaurer dès à présent un dialogue et faire en sorte que l'aura positive dont l'armée bénéficie se maintienne en cette heure difficile.

Enfin, l'État doit réprimer sans relâche et sans tarder tout comportement de désobéissance civile et/ou de non-respect de ce que doit être l'exemplarité de la fonction publique au sein de ses rangs. Toute tolérance à un comportement qui méprise la charge de la fonction publique et toute tolérance d'un comportement qui ne respecte pas l'intégrité et le fait que la fonction publique est là pour servir les citoyens ne mènera qu'à plus d'incivisme et de désobéissance civile parmi les citoyens, et cela nous mènera à notre perte.

2) Le scénario de la survie :

La crise sanitaire est anticipée à sa juste mesure. Une préparation psychologique est orchestrée nationalement. Les citoyens sont prêts à affronter les épreuves qui les attendent. L'aide internationale est mobilisée intelligemment et à la mesure de la crise sanitaire, des équipements hospitaliers, du personnel médical et des ressources arrivent à être mobilisés à temps et permettent d'absorber le choc de la crise sanitaire avec un seuil de dommage psychologique acceptable. Les mécanismes de soutien alimentaires et économiques sont mis en place dans des conditions acceptables et dans la dignité des personnes.

Une fois la crise passée, la Tunisie s'en sort dans son intégrité. La crise économique mondiale qui va succéder à cette crise sanitaire sera un défi terrible pour le pays qui va avoir du mal à redémarrer.

3) Le scénario du Kairos, de l'opportunité :

Dans ce scénario, on part du principe que le minimum décrit dans les recommandations pour éviter le scénario du pire et dans les recommandations visant à atteindre le scénario de la survie ont été réalisées. L'enjeu de ce scénario est de faire sentir que malgré la terrible menace qui plane sur notre pays, cette crise est une opportunité majeure (comme toutes les crises) d'accélérer les transformations dont le pays a besoin pour entrer dans le XXIème siècle.

Durant la crise sanitaire, les ministres nouvellement nommés peuvent effectuer un choc de simplification à leur administration (l'audit réel est enfin possible) et la numérisation et la digitalisation peuvent enfin advenir dans l'administration et dans l'ensemble des services publics jusque-là prisonniers du papier et de la présence physique des administrés. On peut enfin mettre fin à la signature légalisée et à l'ensemble des procédés administratifs archaïques afin d'empêcher le pays de couler à cause du confinement.

Par ailleurs, au vu de la crise économique qui va suivre, il en va de la survie économique du pays de privilégier et de renforcer les acteurs économiques qui s'insèrent dans l'économie digitale et les mécanismes de libéralisation de la devise sont mis en place avec la possibilité pour tout tunisien de payer en ligne. Le moment de confinement est utilisé comme une occasion pour mettre en place des formations au numérique sur les chaînes nationales, moment où les citoyens sont captifs.

Par ailleurs, la mise en place des mécanismes de soutien économique d'urgence peut également offrir aussi la possibilité de réduire la fracture entre l'économie informelle et l'économie formelle par le biais de sensibilisation et en externalisant ces mécanismes de soutien auprès d'organisation de la société civile dont le cœur de métier est justement de faire de l'alphabétisation financière auprès des populations fragiles et de mener ces populations vers le formel.

.....

Ces scénarios ne sont que cela... c'est-à-dire des scénarios. Nous sommes encore à un moment où tout peut se passer. Bien sûr que l'auteur de ces lignes souhaitent avoir tort sur le postulat de son scénario... malheureusement l'ensemble des experts qui savent manipuler les chiffres et les outils prédictifs semblent convaincu que le postulat décrit ici est ce qui va se passer.

Ce texte et ces hypothèses ne sont là que pour aider à se saisir du réel et à influencer dessus.